



Projet de « “Index de performance de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive” “PDI for GRI transition”»

TERMES DE REFERENCE

« Accompagnement à la conception et l’implémentation d’un Index de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive ‘PDI for GRI transition’, au niveau de 10 communes. »

L’AMCDD, AVEC LE SOUTIEN D’ENABEL et de NRGI, lance un appel à consultation pour la sélection de 5 communes urbaines et 5 communes rurales de la région Casa-Settat, qui vont participer au projet PDI for GRI, avec élaboration d’une cartographie exhaustive des parties prenantes à impliqués sur la base d’un processus de sélection prédéfini.

Et l’élaboration d’un diagnostic de la démocratie participative et la création d’un outil de mesure de la participation citoyenne et l’intégration des dimensions environnementales dans la planification, la gestion et la gouvernance territoriale, instrument nommé “Index de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive”.

Les Consultants, les sociétés de service et les associations de la société civile souhaitant réaliser ladite cartographie devront soumettre un ou des CV, une note méthodologique synthétique (proposition de techniques de collecte et de traitement de l’information et un plan de travail) et une proposition financière.

L’offre doit être envoyée par mail aux adresses suivantes en mentionnant « Consultant PDI for GRI » dans l’objet du courriel : Alliance pour climat et DD <alliancemarocaine.amcdd@gmail.com>, et ce, **d’ici le mardi 25 avril 2023** au plus tard.

Structure émettrice : AMCDD

L’AMCDD est une alliance, constituée légalement de 800 associations et réseaux associatifs, composée d’un Bureau national et de 12 Bureaux régionaux formels. C’est une plate-forme nationale de référence, indépendante, agissant dans les domaines de l’environnement, des changements climatiques et du développement durable. Elle mène depuis plusieurs années des programmes de renforcement de capacités de la société civile environnementale, des actions de dialogue et de plaidoyer, sur les thématiques de la gouvernance territoriale, la démocratie participative, l’énergie, l’eau, les ODD, la biodiversité, etc. Elle analyse les politiques publiques et les lois de finance et élabore des avis et des rapports tels que l’analyse de la loi de finance 2020, l’intégration des changements climatiques dans les Programmes de Développement Régionaux. Elle développe des partenariats avec toutes les parties prenantes et améliore la représentativité de la société civile au niveau des instances de gouvernance nationales et internationales.

Structure émettrice : AMCDD

L’AMCDD est une alliance, constituée légalement de 800 associations et réseaux associatifs, composée d’un Bureau national et de 12 Bureaux régionaux formels. C’est une plate-forme nationale de référence, indépendante, agissant dans les domaines de l’environnement, des changements climatiques et du



UNION EUROPEENNE



développement durable. Elle mène depuis plusieurs années des programmes de renforcement de capacités de la société civile environnementale, des actions de dialogue et de plaidoyer, sur les thématiques de la gouvernance territoriale, la démocratie participative, l'énergie, l'eau, les ODD, la biodiversité, etc. Elle analyse les politiques publiques et les lois de finance et élabore des avis et des rapports tels que l'analyse de la loi de finance 2020, l'intégration des changements climatiques dans les Programmes de Développement Régionaux. Elle développe des partenariats avec toutes les parties prenantes et améliore la représentativité de la société civile au niveau des instances de gouvernance nationales et internationales.

1. Présentation du cadre global :

1.1 Contexte et justification

L'AMCDD à l'instar de plusieurs acteurs et observateurs considère que le processus de participation citoyens à la chose publique et territoriale reste très faible et très limité à une minorité non représentative sélectionnée selon des critères qui ne font pas l'unanimité. La faible concertation ne peut pas impliquer les acteurs de la société civile, associations, universités, acteurs privés et encore moins les citoyens de la collectivité concernée, faisant ainsi perdre à ce processus stratégique l'opportunité de bénéficier de l'intelligence plurielle du territoire (notamment la société civile environnementale pour prendre en considération les nouvelles approches et référentiels de développement durable et de lutte contre les changements climatiques) et de permettre à la population de participer aux choix des projets de leurs territoires et de pouvoir se les approprier.

L'AMCDD constate également que, dans toutes les régions et dans toutes les couches sociales, très peu de citoyens (moins de 0,1% en général) suivent le processus d'élaboration des programmes et des plans territoriaux élaborés pour leurs communautés. Alors qu'il s'agit des PDR, PDPP et PAC élaborés par les Collectivités Territoriales pour leurs communautés et valables pour les 6 prochaines années.

Dans ce contexte, l'AMCDD a mis en œuvre annuellement, un programme de dialogue et de plaidoyer pour renforcer la démocratie participative, la participation citoyenne et le niveau d'intégration des dimensions climat, environnement et développement durable (fiche activités AMCDD - analyse 9 PDR et organisation d'ateliers, plaidoyer loi de finance, 12 rencontres régionales et une conférence de presse nationale sur la participation citoyenne dans le processus de construction des plans territoriaux, voir livret AMCDD), a considéré que les diagnostics, les analyses et l'évaluation du degré de participation citoyenne et de bonne gouvernance environnementale doivent devenir de plus en plus systématisés, réguliers et se généraliser progressivement au plus grand nombre de collectivités territoriales. Ils sont pourtant la base de toute action de la société civile.

Dans ce cadre, l'AMCDD a planifié la mise en place d'un outil stratégique qui sera développé et généralisé progressivement, il s'agit d'un outil de mesure de la participation citoyenne et l'intégration des dimensions environnementales dans la planification, la gestion et la gouvernance territoriale : un "Index de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive",

Un atelier sera organisé en début de projet afin de présenter le projet et les possibilités qu'offrent l'Index ainsi que la place constitutionnelle et opérationnelle des systèmes de suivi et d'évaluation des politiques territoriales dans la démocratie participative et les rapports d'évaluation déjà réalisées par les membres de l'AMCDD.

Plusieurs ateliers de ce projet seront organisés pour la co-construction des outils, l'enrichissement et la validation des documents et certains ateliers représenteront, en même temps, des activités de dialogue



UNION EUROPEENNE



et de plaider en incluant toutes les parties prenantes et en promouvant la démocratie citoyenne auprès des élus et des citoyens.

L'idée fondamentale de cet Index est qu'il ne soit pas qu'un Index de démocratie mais un Index qui tient en compte la durabilité, la résilience, l'inclusion et l'environnement, éléments qui tiennent à cœur à l'AMCDD.

Élaborer le premier draft de l'Index qui sera en capacité de mesurer les "performances" des activités mises en place, ou non, dans chaque commune.

L'Index donnera une mesure précise de la qualité et l'impact de chaque commune sur leur participation citoyenne, notamment par rapport à leur transition écologique et sociale, à la résilience et à l'inclusion.

L'élaboration des plans d'actions communaux et régionaux pour l'amélioration de la participation citoyenne sur la base de l'index (PDI for GRI transition), contribuera de manière méthodologique et stratégique à jouer leur rôle constitutionnel stipulé dans le troisième paragraphe de l'article 12 de la Constitution de 2011 "Les associations intéressées à la chose publique et les organisations non gouvernementales, contribuent, dans le cadre de la démocratie participative, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics. Ces institutions et pouvoirs doivent organiser cette contribution conformément aux conditions et modalités fixées par la loi."

Le projet stratégique PDI for GRI, sera déployé dans une première phase au niveau de 10 communes de la région Casa-Settat, avant d'être progressivement déployé au niveau de plusieurs collectivités territoriales du royaume, puis ultérieurement au niveau de certains pays africains, arabes et méditerranéens, grâce aux partenaires internationaux impliqués depuis la première phase.

1.2 Brève présentation du projet :

Le projet "**Index de performance de la démocratie citoyenne pour une transition verte, résiliente et inclusive**" qu'on nommera **PDI for GRI transition (Participatory democracy index for a Green, résilient and inclusive transition)**, d'une durée de **18 mois**, est mené par l'alliance AMCDD avec le soutien de l'agence belge de développement ENABEL, financé par l'Union Européenne. fait partie du projet Tadafor « d'Appui à la Participation Citoyenne », Tadafor un programme plus-large, multi-acteurs, d'appui à la participation citoyenne au Maroc qui s'inscrit dans le cadre du partenariat entre le Maroc et l'Union européenne. Il vise à accompagner 60 communes dans cinq régions marocaines cibles, afin de promouvoir la gouvernance locale participative, la démocratie participative et de la participation citoyenne, en concrétisation des dispositions de la Constitution du Royaume et des lois organiques relatives aux collectivités territoriales.

La première version de l'instrument "**PDI for GRI transition**" sera élaborée avec l'aide d'experts et partenaires et expérimentée et appliquée à une dix communes de la région de Casablanca – Settat, 5 urbaines et 5 rurales.

L'objectif du projet est d'améliorer la planification des actions de la société civile, l'implication effective des citoyens au niveau local et améliorer le niveau du dialogue entre les parties prenantes qui seront identifiés lors de la première phase du projet. Un classement des communes, sur la base de critères objectifs permettra valoriser et consolider le travail des acteurs des communes bien classés et de permettre aux communes en bas de l'échelle, d'intensifier les



UNION EUROPEENNE



efforts et les actions collaboratives entre les acteurs du territoire, pour améliorer la participation citoyenne et l'impact des politiques sur les citoyens et le territoire.

Le projet vise la réalisation de 3 objectifs :

- Le premier objectif spécifique de cette action sera d'élaborer un "Index de performance de la citoyenne pour une transition verte, résiliente et inclusive" (PDI for GRI transition) dans le cadre d'un processus participatif et concerté à travers l'organisation d'une série de réunions et dialogue avec les acteurs concernés (OS1).
- Le second objectif spécifique de ce projet est d'améliorer la gouvernance territoriale par la mise en œuvre d'un plan d'action concerté sur la base des résultats relevés par l'Index avec la prise en compte des priorités environnementales (OS2).
- Le dernier objectif spécifique que le projet souhaite atteindre est de communiquer et capitaliser sur l'expérience de l'Index de la participation citoyenne pour une transition verte pour une généralisation et une appropriation au niveau de la Région de Casablanca- Settat (OS3).

2. Objectifs de la consultation

Le premier objectif de la consultation consiste à élaborer une cartographie, aussi exhaustive que possible des parties prenantes clés, à impliquer directement dans le projet au niveau des 5 communes urbaines et 5 communes rurales de la région Casa-Settat (au niveau de chacune des 10 communes : 10 Citoyens, 5 Associations, 3 Universitaires-étudiants ou enseignants).

Le 2^{ème} objectif de la consultation consiste à l'élaboration d'un outil de mesure de la transition participative vers des communes durables, résilientes et inclusives, appelé dans le projet "Index de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive", qu'on nommera Index PDI for GRI transition (Participatory democracy index for a Green, resilient and inclusive transition), dans le cadre d'un processus participatif et concerté à travers l'organisation d'une série de réunions et dialogue avec les acteurs concernés.

Le consultant présentera l'approche méthodologique d'élaboration de l'index et les bonnes pratiques issues du benchmark international de transition des communes vers des villes durables, lors d'un atelier qui sera organisé dans le but d'améliorer la gouvernance participative et l'intégration des dimensions climat et de développement durable par les collectivités locales.

Ensuite, le consultant élaborera un projet du référentiel méthodologique de l'Index de la démocratie participative pour une transition verte, résiliente et inclusive" qui sera enrichie et validée par le Groupe de travail composé des parties prenantes clés, pour cela plusieurs ateliers de concertation seront organisés en présence de la société civile, des élus, des collectivités, des services déconcentrés, la population, les universitaires, acteurs privés.

Enfin, le consultant va animer une réunion avec les parties prenantes clés d'une commune pilote proposée par l'AMCDD, pour renseigner de manière participative le premier draft de l'Index PDI for GRI et le plan d'action d'amélioration associé.

Suite à ce premier test d'alimentation de l'Index sur une commune pilote, le consultant va mettre à jour le référentiel méthodologique de l'Index PDI for GRI en intégrant les améliorations identifiées et les



UNION EUROPEENNE



ajustements nécessaires. Cette nouvelle version fera l'objet ensuite d'une validation par les parties prenantes clés de la commune pilote et de l'AMCDD.

Puis le consultant va former une équipe d'universitaires et de doctorants (proposée par l'AMCDD) pour maîtriser le référentiel de l'index PDI for GRI et l'approche méthodologique de son renseignement au niveau des 10 communes.

3. Missions de la consultation :

- (i) Sélectionner 5 communes urbaines faisant partie d'une même catégorie plus ou moins homogène (sur le plan social, démographique, économique, environnemental, gouvernance,) et 5 communes rurales faisant partie d'une même catégorie plus ou moins homogène. ;
- (ii) Élaborer une cartographie des parties prenantes, à impliquer directement dans le projet au niveau des 5 communes urbaines et 5 communes rurales de la région Casa-Settat (au niveau de chacune des 10 communes : 10 Citoyens, 5 Associations, 3 Universitaires-étudiants ou enseignants ; Secteur privé, Élus locaux, Services extérieurs, etc.).
- (iii) Élaborer le référentiel méthodologique de l'Index de performance de démocratie citoyenne pour une transition verte sur la base d'une approche participative en animant les ateliers programmés avec les parties prenantes de la commune pilote ;
- (iv) Alimenter de manière participative l'Index PDI for GRI transition pour une commune pilote et de son plan d'actions et d'amélioration.
- (v) Former une équipe (universitaires, doctorants... : identifiés par l'AMCDD) pour généraliser l'alimentation de l'Index PDI for GRI pour les 9 communes restantes
- (vi) Assister à la réunion de présentation des résultats de l'Index pour les doctorants-chercheurs pour enrichir le débat.

4. Livrables attendus :

- Liste nominative des 10 communes sélectionnées (urbaines et rurales)
- Liste des parties parentes clés de chaque commune
- Projet de référentiel méthodologique de l'Index PDI for GRI transition
- Résultats de l'alimentation participative de l'Index PDI for GRI transition et du plan d'action appliqué à une commune pilote
- Index PDI for GRI transition mis à jour et validé au niveau du Groupe des parties prenantes de la commune pilote
- Formation d'un groupe de personnes (chercheurs et doctorants) proposé par l'AMCDD, sur le référentiel méthodologique de l'Index PDI for GRI transition validé
- Participer à la réunion de présentation des résultats de l'Index pour les doctorants-chercheurs pour enrichir le débat

Profils recherches

Le/la consultant(e) ou société de conseil/ expertise

- Être titulaire d'un diplôme supérieur et expériences avérée de plus de 20 ans dans les domaines de Transition vers le développement durable des territoires, économie des villes et des régions et gouvernance territoriale selon les principes de participation citoyenne ;



- Maitrise des référentiels normatifs internationaux de management par la qualité, d'évaluation et d'amélioration continue et d'autoévaluation participative selon les référentiels ISO 9000 et équivalent
- Capacité de synthèse, d'analyse et d'évaluation des données et conduite des réunions multi acteurs et multi secteur en lien avec les différents domaines et secteurs de la ville ;
- Parfaite maitrise de la langue française et de la langue arabe.

Durée de la consultation

30 H/J

Le processus sera lancé **au mois mai après la validation** des termes de référence.

Le calendrier devra, de ce fait, être rigoureusement suivi afin d'en respecter les échéances.